

aujourd'hui. Eh bien, l'aide aux réfugiés et la lutte contre la toxicomanie sont des objets qui sont visés par ces différents formes d'aide.

En ce qui concerne les réfugiés, vous avez deux catégories de pays. D'une part les pays d'accueil, qui sont des pays voisins des pays d'origine et d'autre part les pays d'origine des réfugiés. Dans les pays d'accueil, voisins des pays d'origine, il faut savoir que ces pays acceptent – quand ils ne le demandent pas – une aide d'urgence et l'aide alimentaire. Par contre, ils refusent des coopérations techniques ou aides financières qui permettraient à ces réfugiés de s'intégrer dans leur pays. Ces refus sont motivés pour des raisons politiques, de crainte d'avoir des ennuis avec le pays d'origine de ces réfugiés, pour des raisons sociales, parce qu'ils ont eux-mêmes des chômeurs et que, ces réfugiés, bénéficiant d'une aide au développement ou d'une aide alimentaire seraient privilégiés par rapport à leurs propres chômeurs et enfin, pour des raisons économiques, car ces pays voisins sont souvent des pays assez lourdement endettés et qui ont des difficultés économiques. Nous l'avons vu au Tamil Nadu qui a déjà accueilli 1 million de réfugiés tamouls. J'aimerais donner la réponse que j'avais faite à l'interpellation d'urgence du 2 mars 1987 de M. Mühlemann. Nous avons envoyé trois missions en Inde, j'ai moi-même, au plus haut niveau à New-Delhi, discuté avec le gouvernement qui m'a remis un aide-mémoire pour me prier de ne pas envoyer les tamouls au Tamil Nadu en Inde, il les rejeterait à la mer. C'était un avis extrêmement clair. Nous avons donc des difficultés considérables mais, Monsieur Schüle, nous ne les abandonnons pas. En matière d'aide alimentaire et d'aide humanitaire je me permets tout de même de vous rappeler qu'en 1983 nous avons versé 26 millions pour les réfugiés à titre d'aide humanitaire et alimentaire, en 1984, 36 millions, en 1985, 45 millions et en 1986, 40 millions. Au Pakistan, en particulier, 5 millions par année, dont 2 millions de coopération technique, car le gouvernement pakistanais ne s'est pas opposé à cette troisième forme d'aide. Vous voyez donc que cette aide aux réfugiés, dans le sens où vous le demandez, extrêmement importante, est déjà comprise dans notre loi du 1976.

Je ferai la même réponse à M. Spälti. Nous suivons avec beaucoup de préoccupation tous les efforts qui sont entrepris pour aider les pays qui renoncent à produire des plantes dont on tire des stupéfiants et, par là-même, des revenus non négligeables. Nous faisons tout ce que nous pouvons, mais nous dépendons aussi de la volonté politique des gouvernements des pays intéressés et des possibilités de ces gouvernements de renoncer ainsi brusquement à ces cultures qui permettent à leur population de vivre. C'est un fléau international contre lequel nous devons lutter. Quand nous sommes en présence d'actions qui sont bien organisées nous sommes prêts à y participer, même dans le cadre de notre coopération technique et de notre aide financière. Je vous dirai en passant que le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre la toxicomanie se heurte exactement aux mêmes difficultés que nous-mêmes dans un certain nombre de projets.

En résumé, les deux propositions qui nous sont faites sont déjà couvertes par notre loi fédérale, il me paraît inutile de les ajouter à cet arrêté fédéral et je rejoins la proposition de rejet du rapporteur.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schüle	40 Stimmen
Dagegen	78 Stimmen

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Spälti	40 Stimmen
Dagegen	69 Stimmen

*Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission*

Art. 3

*Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral*

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	126 Stimmen
Dagegen	3 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

87.011

Entwicklungszusammenarbeit 1976–1985. Bericht

Coopération au développement 1976–1985. Rapport

Bericht des Bundesrates vom 2. März 1987 (BBI II, 149)
Message du Conseil fédéral du 2 mars 1987 (FF II, 147)

*Antrag der Kommission
Kenntnisnahme vom Bericht
Proposition de la commission
Prendre acte du rapport*

M. Dupont, rapporteur: On a l'impression que nous allons au-devant de redites. Le 9 avril 1985, la Commission des affaires étrangères du Conseil national a demandé au Conseil fédéral de présenter un rapport d'activités concernant sa politique de coopération au développement depuis la mise en application de la loi du 19 mars 1976.

Le rapport du Conseil fédéral comporte trois parties: la problématique du développement, les activités de la coopération au développement suisse (expériences et perspectives), la loi sur la coopération au développement (contenu et contexte).

Dans les dix ans écoulés depuis l'entrée en vigueur de la loi, la situation des pays en développement s'est améliorée dans un certain nombre de domaines importants. En termes relatifs, moins d'hommes vivent aujourd'hui dans la pauvreté absolue. Mais c'est surtout par régions et par pays que la situation s'est peu à peu différenciée. Ainsi, par exemple, l'augmentation de la production de denrées alimentaires a largement dépassé le taux de croissance démographique dans les grands pays en développement de l'Asie, ce qui n'a pas été le cas au Proche-Orient et en Afrique. La situation de l'endettement présente les mêmes différences. En d'autres termes, le développement de chaque pays du tiers monde dépend de plus en plus de sa propre politique de développement et de sa propre politique économique.

Comme il en est de la situation des pays en développement, les concepts de solutions se sont aussi modifiés au cours des années. La loi suisse a été conçue au début des années septante, époque de confiance dans les solutions économiques globales, de croissance et de division de plus en plus marquées du travail sur le plan international. Depuis 1980, cette approche globale a été remplacée par la volonté de résoudre de manière individuelle les problèmes de développement spécifiques auxquels chaque pays est confronté. Durant la période couverte par le rapport, les engagements de la Confédération pour l'aide au développement ont atteint un total de 4,5 milliards de francs suisses, ou 0,2 pour cent du produit national brut, c'est-à-dire que le fruit d'une

demi-journée de travail par an en Suisse a suffi pour participer à 1300 projets et actions d'importances diverses.

Sur le plan géographique, les activités de la coopération suisse sont très largement réparties. Elles se déroulent dans 52 des 92 pays en développement. Près de la moitié des projets et 40 pour cent environ des moyens financiers à disposition de l'aide publique ont été, au cours des dix ans couverts par le rapport, engagés en faveur de 19 pays et régions de concentration. Répartis par secteurs d'activités, ces moyens se sont concentrés essentiellement sur l'agriculture, 27 pour cent, la formation, 16 pour cent et la santé, 12 pour cent.

Le rapport présente les difficultés principales rencontrées dans la réalisation des projets. Les événements naturels ou politiques n'ont pratiquement joué aucun rôle. En revanche, les formes de la collaboration avec les partenaires et les groupes sociaux intéressés ont donné lieu à de nombreuses complications. L'insertion des projets dans leur environnement social et politique a aussi été source de résistance.

Pour tenir compte de ces expériences, les projets devront, selon le Conseil fédéral, être implantés dans un milieu bien délimité et clairement défini. De même, le contexte global dans lequel se greffe l'activité des projets devra être mieux appréhendé par la planification.

Le processus de développement de chaque pays et de chaque société comporte une dimension internationale. Dans le dialogue politique entre les pays donateurs et le pays bénéficiaire, il s'agit de définir le cadre général dans lequel viendra s'inscrire le processus de développement. Dans la coordination entre les pays donateurs, il s'agit de faire concorder le mieux possible les mesures prises par chacun d'eux. Les organisations internationales: Banque mondiale et PNUD, jouent un rôle de premier plan dans ces deux processus.

Le rapport du Conseil fédéral relève que les possibilités pour la Suisse de participer au dialogue politique et à la coordination entre pays donateurs doivent être élargies. La gamme de possibilités offertes par les instruments à disposition est considérée comme satisfaisante par le Conseil fédéral dans la plupart des domaines d'activités. Les instruments visant à stimuler les investissements privés ayant un impact sur la politique de développement peuvent, selon le Conseil fédéral, être encore développés. Les groupes de population de pays en développement directement touchés par ces activités correspondent aux priorités fixées par la loi.

Pendant la période considérée, la coopération suisse s'est adressée en priorité à la population rurale. Durant ces dix dernières années, la coopération s'est efforcée de soutenir un développement basé sur l'initiative des populations concernées. Cette volonté est confirmée par l'importance accordée aux activités de formation et à la collaboration entre experts et partenaires ainsi que par la faible part de soutien direct à des activités de production. L'importance des projets ponctuels a diminué mais l'expérience réalisée dans la gestion des projets très complexes a porté ses fruits. On a tiré la leçon des expériences réalisées.

A l'avenir, les responsables s'efforceront d'élaborer des projets plus clairement délimités, quoique conçus dans une optique plus large.

Dans le domaine de la coopération technique, la formation continuera de prévaloir.

De manière générale, le Conseil fédéral recherchera la complémentarité et le soutien réciproque entre les divers instruments de coopération. Quinze ans après la première conception de la loi et dix ans après son entrée en vigueur, le Conseil fédéral constate que cette loi fournit un cadre précis et efficace aux activités de la coopération suisse. Cette loi permet, lors de la définition des priorités de l'aide publique suisse au développement, de maintenir l'ouverture nécessaire face à de nouveaux problèmes. Le Conseil fédéral considère également comme satisfaisante la gamme des instruments à disposition de la coopération au développement. Il entend renforcer la concertation entre les offices fédéraux, car les problèmes de développement apparaissent dans des domaines d'activités toujours plus nombreux.

Dans ce but, il a l'intention de faire davantage appel au Comité interdépartemental de la coopération au développement et de l'aide humanitaire internationale.

Une très large majorité de la commission a approuvé le rapport du Conseil fédéral. Ce document décrit de manière correcte la réalité de notre action politique dans ce domaine durant les dix dernières années. Le bilan est globalement positif, mais je reconnais, avec quelques intervenants, que nous aurions aimé peut-être que l'autosatisfaction du gouvernement se teinte d'un brin d'autocritique.

En outre, la commission convient, avec le Conseil fédéral, que la loi de 1976 représente, encore aujourd'hui, une très bonne base pour la politique suisse d'aide au développement.

La commission vous prie de prendre acte avec satisfaction du rapport présenté par le Conseil fédéral.

Renschler: Der Bericht des Bundesrates ist nicht nur inhaltsreich, er ist auch selbstkritisch, was sehr zu begrüßen ist und eher eine Ausnahme darstellt. Zu Recht bemängelt der Bundesrat die Tatsache, dass es Mitte der achtziger Jahre an einer globalen Vision der Entwicklungspolitik fehlt. Daran sind sowohl die Entwicklungsländer als auch die Industriestaaten schuld. In diesen Zusammenhang gehört auch die selbstkritische Feststellung des Bundesrates, dass von den 364 untersuchten Projekten unserer Entwicklungszusammenarbeit lediglich 43 Prozent einen klaren Bezug zu gesamtwirtschaftlichen Aspekten aufgewiesen haben. Fehlt dieser Bezug, dann können bestenfalls punktuell Verbesserungen, aber keine signifikant positiven Auswirkungen auf die Gesamtwirtschaft erreicht werden. Daher eben auch dieses Fehlen von Perspektiven in der Entwicklungspolitik; die gesamtwirtschaftliche Betrachtungsweise kommt in der Regel zu kurz.

Misst man den Zehnjahresbericht an der Zielsetzung unserer Entwicklungszusammenarbeit gemäss Gesetz, kann man feststellen – das muss man zugeben –, dass die technische Zusammenarbeit diese Zielsetzung, wie sie im Gesetz in Artikel 5 festgehalten ist, im wesentlichen verfolgt hat.

Ueber 50 Prozent der bilateralen Entwicklungstätigkeit bezogen sich in den letzten zehn Jahren auf Projekte der Landwirtschaft, der Ausbildung und des Gesundheitswesens. Bei 13 Prozent der Projekte der bilateralen technischen Zusammenarbeit und Finanzhilfe ist das Konzept auf Umweltprobleme bezogen. Hier muss man allerdings ergänzen, dass es deshalb 13 Prozent sind, weil es nur Projekte betrifft, die hauptsächlich den Umweltschutz zum Gegenstand haben. Selbstverständlich sind in vielen anderen Projekten Umweltschutzprobleme und deren Lösung miteinbezogen, aber dann eben nicht hauptsächlich, sondern eher am Rande.

Im Bericht des Bundesrats steht ferner, dass 17 Prozent der 364 untersuchten Projekte in der Zehnjahresperiode mangels Vorbereitung Schwierigkeiten aufwiesen. Dieser Hinweis muss schon deshalb zu denken geben, weil im bundesrätlichen Bericht festgestellt wird, dass diese 17 Prozent während der ganzen Dauer der zehn Jahre konstant blieben. Diese Schwachstelle ist – zum Teil mindestens – auf die Personalsituation in der DEH zurückzuführen. Der Bundesrat hält in seinem Bericht fest, dass die Personalsituation die Effizienz der Entwicklungszusammenarbeit einschränkt. Dazu kommt, dass das vorhandene Personal jetzt schon häufig überlastet ist. Von 1976 bis 1985 stiegen die Entwicklungsleistungen pro Beschäftigten in der Zentrale der DEH von 1 Million auf 3,2 Millionen Franken. Eine Personalaufstockung ist deshalb notwendig, und zwar einerseits um die gute Qualität unserer Entwicklungszusammenarbeit auch weiterhin zu gewährleisten, und andererseits um zu verhindern, dass das Gewicht immer mehr verschoben wird von der bilateralen, operativen, aufwendigen Entwicklungszusammenarbeit der DEH zu der nichtoperativen und der multilateralen Hilfe. Diese Gewichtsverschiebung aus Personalmangel ist falsch, auch inhaltlich falsch. Ich habe das schon gestern dargelegt. Erhöhte Beachtung ist auch der Evaluation von Projekten – bilateral wie multilateral – zu

schenken. In den zehn Jahren sind rund 100 Evaluationen grösseren Umfanges durchgeführt worden, und zwar die meisten von privaten Unternehmen. Ob diese privaten Evaluatoren immer auch über die notwendige Qualifikation verfügen, ist stark zu bezweifeln. Ich habe Beispiele kennengelernt, bei denen ich feststellen musste, dass die Evaluatoren nicht gerade prädestiniert waren, um diese schwierige Aufgabe durchzuführen. Es wäre an der Zeit, auch einmal eine Evaluation über die Evaluatoren durchzuführen. Das brächte vielleicht ein interessantes Ergebnis.

Zum Schluss: In Übereinstimmung mit dem Bundesrat stelle ich fest, dass das Gesetz für internationale Zusammenarbeit und humanitäre Hilfe aus dem Jahre 1976 auch heute noch eine taugliche Grundlage für effiziente und entwicklungspolitisch richtige Entwicklungszusammenarbeit darstellt. Wünschenswert ist hingegen, dass das Gesetz in vermehrtem Masse auch bei wirtschaftlichen und handelspolitischen Massnahmen zur Anwendung kommt. Entwicklungszusammenarbeit muss ganzheitlich betrieben werden. Nur so hat sie die Chance, einen wirksamen Beitrag zum Ausgleich zwischen der Dritten Welt und den Industriestaaten zu erbringen.

Herczog: Die POCH/PdA/PSA-Fraktion findet diesen Bericht nicht schlecht. Uns stören weniger die Formalismen, wie sie gestern von einigen bürgerlichen Sprechern kritisiert wurden, als die Tatsache, dass gewisse politische Dimensionen nur wenig über blosser Absichtserklärungen hinausgehen. Hiezu drei Bemerkungen.

1. Die Entwicklungshilfe der Industrieländer – gewissermassen als Ablass für die eigenen Sünden betrachtet – soll insgesamt quantitativ nicht überschätzt werden. Die Entwicklungshilfe aus den Industrieländern macht weniger als einen Fünftel der Verdienste der Industrieländer aus ihren Exporten aus. Hier wäre es wichtig – das wäre im Bericht und nachher für die Marschrichtung unserer Aussenpolitik festzuhalten –, dafür zu sorgen, dass die Industrieländer ihre Exportüberschüsse – soweit überhaupt vorhanden – über die Zinsleistung für ihre Schulden heben könnten. Zudem ist Entwicklungshilfe nicht einfach eine Aufgabe der sogenannten Entwicklungshelfer. Es gibt auch einiges in unserem Land zu tun, wenn man zum Beispiel weiss, dass drei Schweizer Bürger etwa gleich viel Energie konsumieren wie 60 Inder oder 160 Tansanier.

2. Marschrichtung der Wirtschaftspolitik beziehungsweise der Aussenwirtschaftspolitik. Dazu wurde gestern in der Debatte schon einiges erwähnt. Ich möchte ganz präzise in einigen Punkten nachdoppeln. Auf Seite 18 wird im Bericht sehr zu Recht festgestellt, dass viele entwicklungspolitische Leistungen der Industrieländer durch anders gerichtete wirtschaftliche Massnahmen behindert oder gar zunichte gemacht werden. Allerdings folgt auf diese Feststellung, an anderen Orten des Berichts, lediglich die Aussage, dass eine Verbesserung dadurch erreicht werden soll, dass die Zusammenarbeit in den Aemtern durch interdepartementale Komitees verstärkt wird. Ich glaube nicht an derartige verwaltungs- und beamteninterne Verbesserungen, gerade im Rahmen der Aussenwirtschaftspolitik, wenn man weiss, dass Aussenwirtschaftspolitik die Aussenpolitik unseres Landes darstellt. Es wäre gut, wenn der Bundesrat sich in dieser Debatte im Rückblick auf die zehn Jahre entwicklungspolitische Zusammenarbeit auch zur wirtschaftlichen Tätigkeit der Schweiz äussern würde. Ich rekapituliere aus der gestrigen Debatte: Mischkredite im Jahre 1981 15 Millionen Franken Ausgaben des Bundes, Rückfluss in die Schweiz 49 Millionen, Grosskraftwerke und Staudämme von Schweizer Unternehmen mit ERG bezahlt in der Türkei, in Brasilien, Bali usw. Aber was im Rahmen der entwicklungspolitischen Debatte wichtig wäre, ist die internationale Position unseres Landes. Die Probleme sind bekannt. Ich erinnere auch an die Schulden der afrikanischen Länder. 1971 zahlten diese Länder etwa 4,2 Prozent Schuldenzinsen, 1981 waren es bereits über 10 Prozent.

Das heisst, unser Land muss ganz präzise dazu Stellung nehmen, dass die Industrieländer ihre Probleme nicht

selber lösen können, ohne ein Durcheinander in die internationalen Strukturen der Handels- und Wirtschaftssysteme zu bringen und ohne einige ideologische Wünsche von Machtblöcken zurückzuweisen. Ich verweise diesbezüglich auf Rezepte des Währungsfonds. Für den Lösungsansatz auf internationaler Ebene sollen auch für unser Land – und es wäre interessant, dazu eine Stellungnahme des Bundesrates zu hören – jene drei Punkte gelten, die zum Beispiel Julius Nyerere vor zwei Jahren in einem Vortrag vor der Friedrich-Ebert-Stiftung in der Bundesrepublik Deutschland erwähnt hat, nämlich

1. Ressourcentransfer in die Entwicklungsländer
2. langfristiges Moratorium für Schuldzahlung und
3. grundlegende Reformen in der gegenwärtigen internationalen Wirtschaftsordnung.

Nun noch zum dritten und letzten Punkt, wo wir unmittelbar etwas machen können, weshalb er mir am wesentlichsten erscheint: Die bürgerlichen Uno-Gegner haben vor allem ihre Kampagne mit dem Slogan gemacht, die Aussenpolitik müsse näher zum Volk herangetragen werden. Ich möchte diese Parole etwas präzisieren. Es ist die Aussenwirtschaftspolitik, die näher an das Volk herangetragen werden muss. Sie ist zur Zeit Gegenstand einer Ausmarchung zwischen Spitzenverbänden und einigen Beamten – im besten Sinne des Wortes eine Art von Geheimkabinettpolitik. Ein gutes Beispiel ist die Zusammensetzung der ERG-Kommission: bis jetzt habe ich darin noch keinen Vertreter der Entwicklungsorganisationen ausmachen können. Eine Studie kam auch zum Schluss, dass die Aussenwirtschaftsstrukturen unseres Landes einen etwas oligarchischen Charakter aufweisen.

Was die zukünftige entwicklungspolitische Arbeit unseres Landes anbelangt, erlassen wir den dringenden Appell, dass die Mitsprache in der Aussenpolitik die Verstärkung der Mitsprache in der Aussenwirtschaftspolitik bedeuten muss, ferner dass die aktive Informationspolitik gegenüber der Bevölkerung und namentlich die aussenwirtschaftliche politische Präsenz unseres Landes im Ausland verstärkt werden müssen.

In diesem Sinne nehmen wir vom Bericht Kenntnis.

Braunschweig: Ich bin dankbar für diese selbstkritische Uebersicht. Ich betrachte sie als einen Beitrag zur Diskussion über Entwicklungszusammenarbeit, die selbstverständlich fortgesetzt werden muss. Einen Aspekt vermisste ich neben dem aussenpolitischen und aussenwirtschaftlichen, den sicherheits- oder friedenspolitischen Ansatzpunkt. Er ist beileibe nicht neu und schon gar nicht ausserordentlich. Gerade deswegen bedaure ich, dass er in dieser Darstellung kaum berührt worden ist. Nur ganz beiläufig und indirekt finden wir friedenspolitische Hinweise.

Wir gehen davon aus, dass soziale, wirtschaftliche und gesellschaftliche Ungerechtigkeiten, verbunden mit Machtpositionen und ausgeübter Macht, mit Aengsten und Feindbildern zu den wichtigsten Ursachen von Bedrohungen, Spannungen und Krieg gehören.

Entwicklungszusammenarbeit will Ungleichheit und Ungerechtigkeit abbauen, ausgleichen, Macht beschränken oder aufteilen sowie Aengste und Fremdenfeindlichkeit überwinden. Ob das geschieht, welche konkreten Möglichkeiten bestehen und welche praktischen Schritte getan werden, hätte in diesem Bericht geprüft werden müssen. Meine Bitte und Frage an Herrn Bundespräsident Aubert: Könnten Sie eine Studie oder einen Forschungsauftrag veranlassen, der diesen Fragen nachgeht? Sie haben seinerzeit den Bericht über die Menschenrechte veranlasst und damit erreicht, dass Menschenrechte Bestandteil unserer Aussenpolitik wurden. Ich habe vor etwa zwei Jahren in einem überwiesenen parlamentarischen Vorstoss gebeten, die Frage der Umweltpolitik als Bestandteil der Aussenpolitik aufzunehmen und in einem Bericht zu systematisieren. Dabei geht es immer um dasselbe: Unsere Aussenpolitik sollte konkret sein, damit sie von unseren Mitbürgern besser verstanden wird. Wir beklagen ja immer wieder die grosse Lücke zwischen Aussenpolitik und öffentlicher Meinung.

Deswegen glaube ich, dass der Moment gekommen ist, auch die friedenspolitische Fragestellung am Beispiel der Entwicklungszusammenarbeit darzustellen. Zum Beispiel: Wie wirkt Entwicklungszusammenarbeit auf die Experten und die Menschen, die an Ort und Stelle während einigen Jahren gearbeitet haben? Welche Auswirkungen hat das auf sie im Verlaufe ihres Lebens? Wie wirkt Entwicklungszusammenarbeit auf die betroffenen und auf die begünstigten Menschen?

Einen wichtigen Ansatzpunkt finde ich auf Seite 52 des Berichtes im Kapitel «Politikdialog», das heisst Dialog zwischen den Partnern der Entwicklungszusammenarbeit. Ich erinnere mich an eigene, hautnahe Auseinandersetzungen im Kontakt mit Menschen aus der Dritten Welt, als wir mit ihnen zusammengearbeitet oder zusammen projiziert haben. Diese Auseinandersetzungen waren schwierig, weil wir teilweise eigene Ueberzeugungen und Erfahrungen in Frage stellen mussten. Wir waren gezwungen, über den eigenen Schatten zu springen, was bekanntlich schwierig ist. Von daher ist es nur folgerichtig, dass uns auch wirtschaftliche und politische Fragen gestellt werden – wir können diesen Auseinandersetzungen nicht ausweichen –, bis hin zur Machtfrage, die in der Frage der internationalen Verschuldung deutlich sichtbar und spürbar ist.

Die Vertiefung des «Politikdialoges» scheint mir nach dem gestrigen Votum von Herrn Sager besonders dringend zu sein, weil er dem «Politikdialog förmlich die Dialogverweigerung entgegengesetzt hat. Ich kann nicht verstehen, weshalb Herr Sager in seinen politischen Aeusserungen so zerfahren, so intolerant und rechthaberisch geworden ist. Zu den konkreten Fragen gehört auch die Zusammenarbeit der Vertreter verschiedener Länder aus West und Ost in den einzelnen Entwicklungsländern – also sur place. Diese Auseinandersetzungen sind friedenspolitisch von grosser Bedeutung und müssten ausgewertet werden.

Schliesslich nenne ich die Probleme, die heute zur Diskussion gestanden sind, wie die Menschenrechte, die Asylbewerber aus der Dritten Welt, die Drogen, die ebenfalls im Kontext der Friedenspolitik gesehen werden müssen. Wenn ich von Drogen spreche, denke ich nicht nur an die illegalen Drogen, die in den Westen exportiert worden sind, sondern auch an andere Drogen wie Alkohol und Medikamente, die vom Westen in die Entwicklungsländer gebracht worden sind. Auch diesen fragwürdigen Aspekt müssen wir mitberücksichtigen.

Ich bitte, mein Anliegen aufzunehmen: Wir benötigen eine Studie oder einen Forschungsbeitrag zum friedenspolitischen Aspekt der Entwicklungszusammenarbeit.

Widmer, Berichterstatter: Eigentlich wollte ich das Wort nicht mehr ergreifen, aber offensichtlich ist es so, dass das Ritual, das in diesem Saal herrscht, es nicht zulässt, dass der Kommissionspräsident bedeutende Worte spricht und der Vertreter der anderen Sprache sich in Schweigen hüllt. Ich möchte mich dem Ritual selbstverständlich unterziehen, beschränke mich aber auf ein paar ganz wenige Bemerkungen zu diesem Bericht.

Wie ist dieser Bericht entstanden? Es war keine freiwillige und spontane Leistung der betreffenden Verwaltungen im Departement für auswärtige Angelegenheiten, sondern der Ausgangspunkt war eine recht kritische Stimmung in unserer Geschäftsprüfungskommission. Sie führte dazu, dass die GPK ein eigenes Gutachten von Herrn Basler, dem Bruder des im Moment nicht anwesenden Ratskollegen Konrad Basler, erstellen liess. Und dieser Bericht, der sich auf Nepal bezog, war ebenfalls ausserordentlich kritisch. Diese Kritik hat dann wieder in der ausserpolitischen Kommission ihr Echo gefunden. Friedlich, wie man in diesem Parlament zu sein versucht, hat man dann eine salomonische Lösung getroffen, indem die ausserpolitische Kommission vom Departement einen Bericht verlangte; als formeller Anlass diente, dass dieses schöne Gesetz, das Sie erfunden haben, jetzt zehn Jahre lang existiert. Man wollte dem Departement Gelegenheit geben, die Erfahrungen mit diesem Gesetz zu

schildern. Für eine Bewertung des ganzen Berichtes ist seine Entstehungsgeschichte nicht ohne Bedeutung.

Der Bericht hat gestern und auch heute wieder vor allem in der Richtung Kritik gefunden, dass man sagte, die Sprache sei nur schwer verständlich und Fachchinesisch. Das hängt wohl ein bisschen damit zusammen, dass Botschafter Staehelin und seine Leute den Bericht nicht gerade mit grosser Begeisterung in Angriff genommen haben.

Es ist aber erstaunlich – und das ist der Hauptgrund, warum ich nochmals das Wort ergreife: Herr Botschafter Staehelin hat mir vorher nochmals versichert, er sei wirklich der Ueberzeugung, dieser Auftrag sei eine gute Idee gewesen. Sie hätten ohne diesen Auftrag von seiten der ausserpolitischen Kommission diese aus seiner Sicht wertvolle Arbeit nicht geleistet und wären nicht zu all diesen bedeutenden Erkenntnissen gekommen. Es wäre also geradezu ein Beleg dafür, dass das Parlament gewisse positive Wirkungen auslöst, was – ehrlich gesagt – für Kenner der Szene eher eine Ueberraschung darstellt.

In der Kommission hat der Bericht eine positive Aufnahme gefunden, trotz den kritischen Bemerkungen, die gestern hier mit Recht wiederholt wurden. Ich bin der festen Meinung, der Bericht trage dazu bei, die selbstkritischen Ueberlegungen zur schweizerischen Form der Entwicklungshilfe etwas präziser zu formulieren. Insofern glaube ich, kann man den Bericht verdanken und der Hoffnung Ausdruck geben, dass davon positive Wirkungen ausgehen.

M. Aubert, président de la Confédération: Je me suis déjà exprimé ce matin concernant le rapport, je ne me répéterai donc pas.

Je remercie MM. Renschler, Braunschweig, Herczog de leurs compliments; nous en tiendrons compte. Il s'agissait en effet pour nous de donner suite au postulat de la Commission des affaires étrangères, du 9 avril 1985. Nous nous sommes exécutés. Nous ne prétendons pas qu'il s'agisse d'une oeuvre parfaite, tout peut être amélioré, mais je constate que ce rapport a pleinement atteint son but dans la mesure où il a provoqué une réflexion à laquelle vous avez bien voulu participer publiquement ici.

Par conséquent, je vous demande d'accepter ce rapport et de classer le postulat susmentionné qui devient dès lors sans objet.

Vizepräsident: Die Kommission beantragt, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Ein anderslautender Antrag liegt nicht vor. Sie haben so beschlossen.

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Abschreibung – Classement

Vizepräsident: Der Bundesrat beantragt gemäss Seite 1 der Botschaft die Abschreibung des Postulates 85.434. Ein anderslautender Antrag liegt nicht vor.

Zustimmung – Adhésion

Entwicklungszusammenarbeit 1976-1985. Bericht

Coopération au développement 1976-1985. Rapport

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	87.011
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	10.06.1987 - 08:00
Date	
Data	
Seite	742-745
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 448

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.